

# La situation du budget de l'État

**Au 31 décembre 2013**

Adresses Internet : <http://www.economie.gouv.fr/situation-mensuelle-budgetaire-au-31-décembre-2013>

Ou : <http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/ressources-documentaires/documentation-budgetaire/la-situation-mensuelle-du-budget-de-letat.html>

**Solde** Le solde général d'exécution au 31 décembre 2013 s'établit à -74,9 Md€, en amélioration de plus de 12 Md€ par rapport à fin décembre 2012 (-87,2 Md€). Cette situation mensuelle budgétaire est conforme aux résultats provisoires communiqués le 16 janvier 2014.

L'amélioration du solde général d'exécution par rapport à la situation fin 2012 résulte des éléments suivants :

- une stricte maîtrise des dépenses ;
- une progression des recettes du budget général de près de 15 Md€ du fait principalement des mesures fiscales prises dans la loi de finances initiale pour 2013.

Ce déficit budgétaire est supérieur de 2,7 Md€ à la prévision de 72,1 Md€ retenue dans la loi de finances rectificative pour 2013, principalement en raison de rentrées fiscales moindres qu'escompté.

**Dépenses** A fin décembre 2013, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes) atteignent 376,7 Md€ (368,5 Md€ hors dépenses exceptionnelles présentées ci-dessous) contre 374,2 Md€ à fin décembre 2012 (365,1 Md€ hors dépenses exceptionnelles).

Les dépenses dans le champ de la norme « zéro valeur » (dépenses du budget général hors charge de la dette et des pensions, augmentées des prélèvements sur recettes à destination des collectivités locales et de l'Union européenne, qui sont dynamiques) sont inférieures de 0,1 Md€ au montant fixé en LFR, à 279,3 Md€. Notamment, les dépenses de personnel hors pensions sont en légère baisse par rapport à 2012.

Le prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne s'élève à 22,5 Md€ à fin décembre 2013 en hausse de 3,4 Md€ par rapport à décembre 2012 (19,1 Md€), en raison notamment du paiement en janvier 2013 de deux budgets rectificatifs au titre de l'année 2012 pour un montant de 0,6 Md€ et de l'impact des budgets rectificatifs exceptionnels de 2013 correspondant à la couverture des derniers engagements du cadre financier pluriannuel précédent, pour 1,8 Md€. Par ailleurs, la croissance du budget de l'Union européenne induit mécaniquement une hausse de la contribution de la France.

La charge de la dette est en baisse de 1,4 Md€ par rapport à 2012, compte tenu notamment du faible niveau des taux d'intérêt et d'inflation.

Une augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) est intervenue en mars 2013 pour un montant de 1,6 Md€ et deux tranches d'apport en capital au Mécanisme européen de stabilité (MES) ont par ailleurs été versées par la France en avril et octobre 2013 (pour un total de 6,5 Md€, identique à celui versé en octobre 2012), l'ensemble pesant en 2013 pour un montant cumulé de 8,1 Md€.

A fin décembre 2013, l'augmentation de capital de la BEI de mars 2013 explique donc pour partie l'évolution dynamique des dépenses de fonctionnement entre 2012 et 2013. Ces opérations, de nature financière, ne pèsent pas sur le déficit public au sens de Maastricht.

## Recettes

Au 31 décembre 2013, les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissent à 301,2 Md€ contre 286,0 Md€ à fin décembre 2012.

Les recettes fiscales nettes sont en progression de 15,6 Md€ par rapport à 2012. Les encaissements sont en retrait de 3,5 Md€ par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificative pour 2013, notamment du fait de moindres rentrées d'impôt sur les sociétés et d'impôt sur le revenu, dans un contexte de très faible croissance, deux années consécutives. Ces moindres rentrées sont partiellement compensées par un rebond des recettes de taxe sur la valeur ajoutée fin 2013, qui témoigne d'un regain de dynamisme de la consommation en cours d'année.

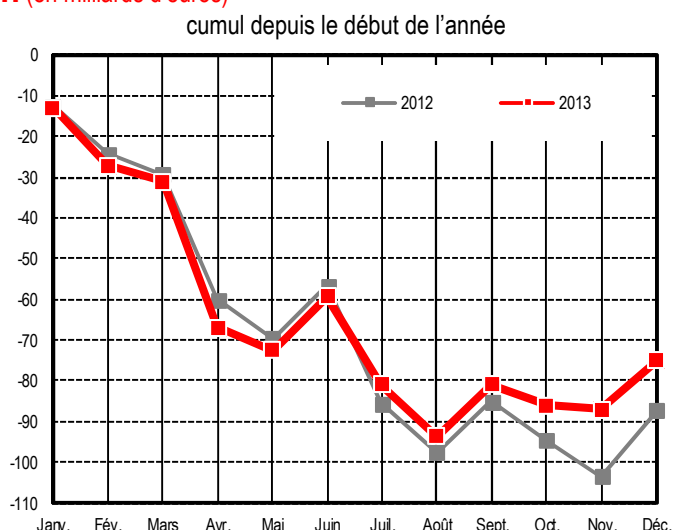
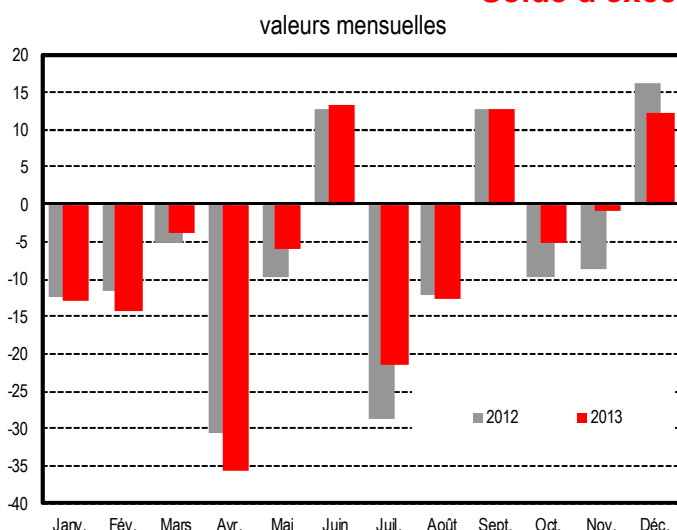
Les recettes non fiscales s'établissent à 13,7 Md€ à fin décembre 2013 contre 14,1 Md€ en 2012. La baisse par rapport à 2012 s'explique principalement par la perception exceptionnelle en 2012 de 1,3 Md€ de recettes liées à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G »).

**NB** : Les données de l'exécution à fin 2013 présentent la situation provisoire arrêtée le 15 janvier 2014. Les résultats définitifs seront connus courant mars 2014 et détaillés dans le projet de loi de règlement.

## Solde (hors FMI)

en millions d'euros	2011	2012	Niveau à la fin décembre			décembre 13 / décembre 12
			2011	2012	2013	
<b>Solde du budget général</b>	<b>-90 092</b>	<b>-88 156</b>	<b>-90 092</b>	<b>-88 156</b>	<b>-75 435</b>	
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	365 318	374 171	365 318	374 171	376 683	0,7%
Recettes (nettes des remboursements et dégrèvements)	275 226	286 014	275 226	286 014	301 248	5,3%
<b>Solde des comptes spéciaux</b>	<b>-626</b>	<b>1 006</b>	<b>-626</b>	<b>1 006</b>	<b>566</b>	
dont avances aux collectivités territoriales	696	1 089	696	1 089	-365	
<b>Solde général d'exécution</b>	<b>-90 718</b>	<b>-87 150</b>	<b>-90 718</b>	<b>-87 150</b>	<b>-74 869</b>	

## Solde d'exécution (en milliards d'euros)



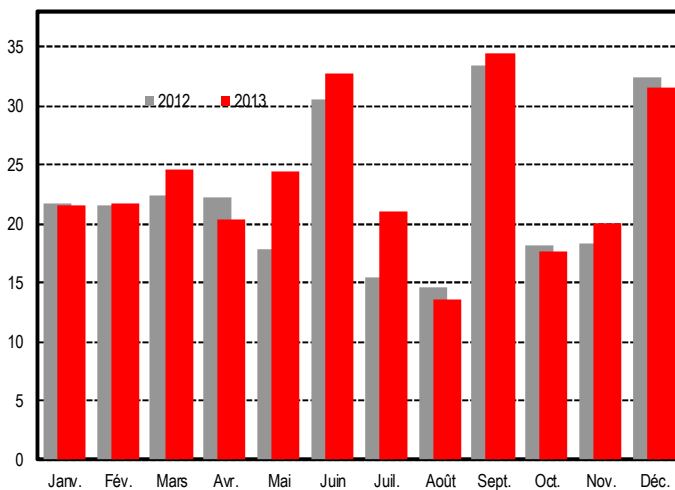
# Recettes (nettes des remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	LFR 2013	Niveau à la fin décembre		Variations à la fin décembre	
	2012	2013	2012	2013	2013/2012 Périmètre courant	2013/2012 Périmètre constant
<b>Recettes fiscales - nettes <sup>(1)</sup></b>	<b>268 438</b>	<b>287 500</b>	<b>268 438</b>	<b>284 014</b>	<b>5,8%</b>	<b>5,5%</b>
Impôt sur le revenu – net <sup>(2)</sup>	59 480	68 791	59 480	66 982	12,6%	12,6%
Impôt sur les sociétés – net <sup>(1)(3)</sup>	40 832	49 702	40 832	47 157	15,5%	8,4%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	13 498	13 649	13 498	13 759	1,9%	2,0%
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – nette <sup>(1)</sup>	133 403	135 624	133 403	136 256	2,1%	2,1%
Autres recettes fiscales – nettes <sup>(1)</sup>	21 224	19 733	21 224	19 860	-6,4%	3,4%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>14 110</b>	<b>13 883</b>	<b>14 110</b>	<b>13 712</b>	<b>-2,8%</b>	<b>1,3%</b>
<b>Recettes du budget général (hors fonds de concours)</b>	<b>282 548</b>	<b>301 383</b>	<b>282 548</b>	<b>297 726</b>	<b>5,4%</b>	<b>5,3%</b>
Fonds de concours	3 467	3 320	3 467	3 522	1,6%	1,6%
<b>Recettes du budget général (yc fonds de concours)</b>	<b>286 014</b>	<b>304 703</b>	<b>286 014</b>	<b>301 248</b>	<b>5,3%</b>	<b>5,3%</b>

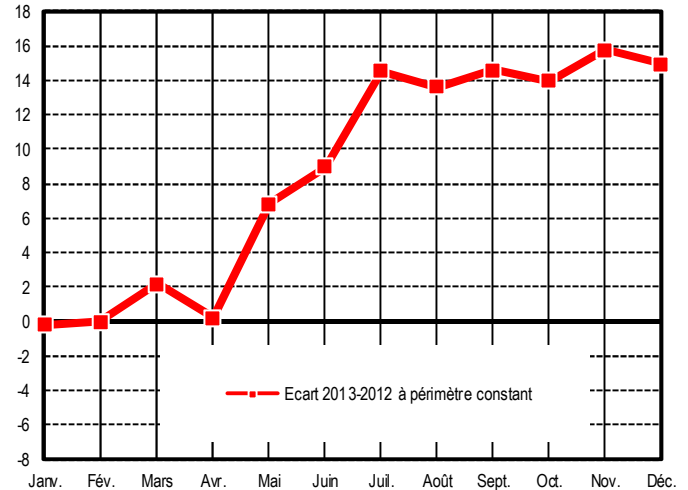
(1) Recettes nettes des remboursements et des dégrèvements; (2) Recettes d'impôt sur le revenu nettes des remboursements et des dégrèvements dont ceux relatifs à la prime pour l'emploi; (3) Hors CSB

## Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

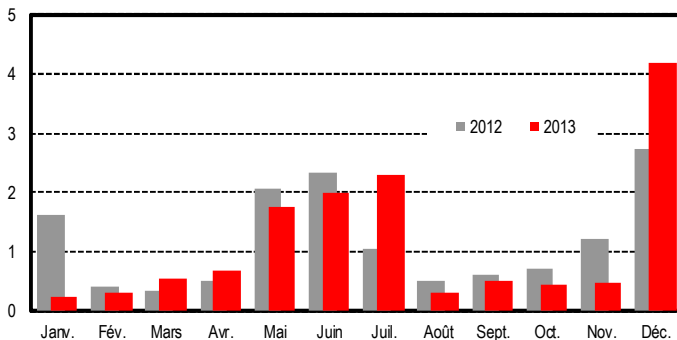


écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)

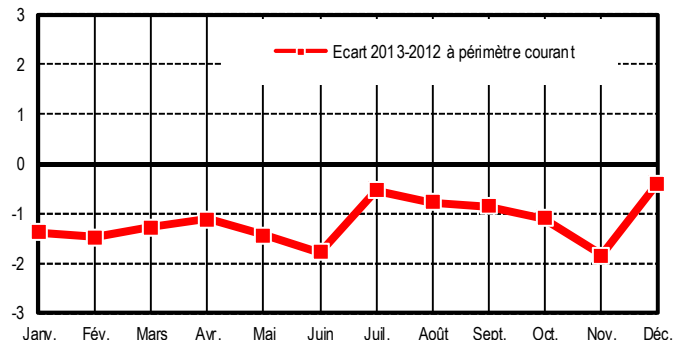


## Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



**Avertissement** : les pourcentages d'évolution ne sont pas significatifs lorsque le nombre figurant au dénominateur est petit et, de ce fait, ne sont pas affichés (mention « ns »).

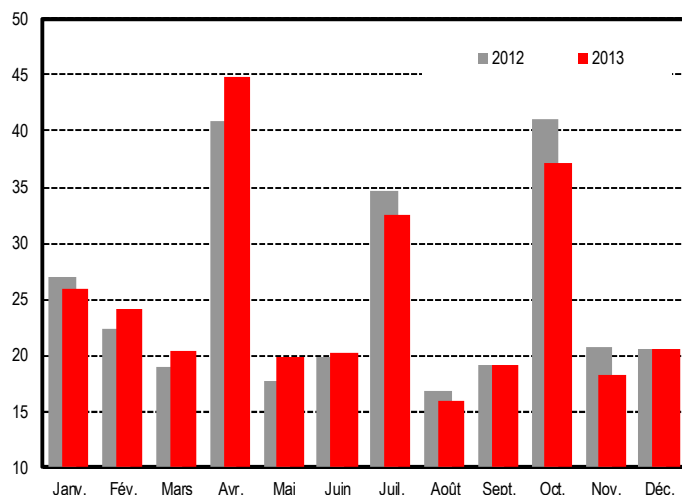
## Dépenses (hors remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	Niveau à la fin décembre		Variations à la fin décembre	
	2012	2012	2013	Périmètre courant	Périmètre constant
Dotation des pouvoirs publics	992	992	989	-0,3%	-0,3%
Dépenses de personnel	118 945	118 945	119 597	0,5%	0,9%
Dépenses de fonctionnement <sup>(1)</sup>	54 896	54 896	56 009	2,0%	1,3%
Charges de la dette de l'État	46 303	46 303	44 886	-3,1%	-3,1%
Dépenses d'investissement	11 028	11 028	9 976	-9,5%	-9,6%
Dépenses d'intervention	66 153	66 153	65 709	-0,7%	-0,7%
Dépenses d'opérations financières	1 218	1 218	1 487	22,1%	22,1%
<b>Dépenses du budget général <sup>(1)</sup></b>	<b>299 535</b>	<b>299 535</b>	<b>298 653</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-0,3%</b>
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales	55 584	55 584	55 574	0,0%	0,0%
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	19 052	19 052	22 456	17,9%	17,9%
<b>Prélèvements sur recettes</b>	<b>74 635</b>	<b>74 635</b>	<b>78 030</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,6%</b>
<b>Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)</b>	<b>374 171</b>	<b>374 171</b>	<b>376 683</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,6%</b>

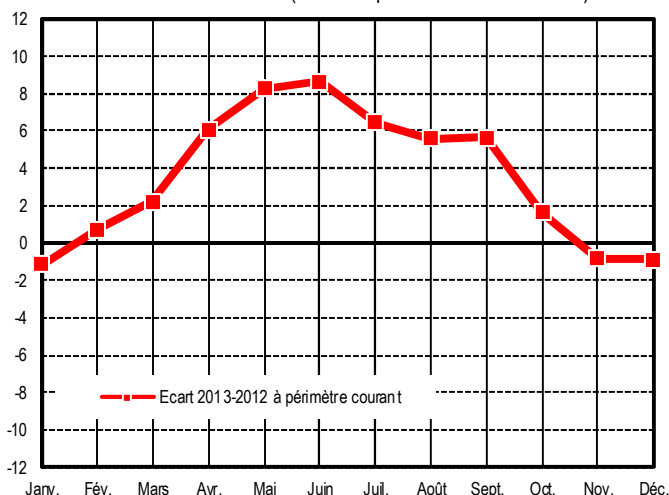
(1) Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI) et dotation au mécanisme européen de stabilité (MES)

## Dépenses du budget général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



## Lois de finances – exécution (hors FMI)

en millions d'euros	2011			2012			2013	
	LFI	LFR4	EXE	LFI	LFR3	EXE	LFI	LFR
<b>Dépenses</b>	<b>363 194</b>	<b>365 149</b>	<b>365 318</b>	<b>368 482</b>	<b>374 237</b>	<b>374 171</b>	<b>378 768</b>	<b>376 814</b>
Prélèvements sur recettes	73 578	74 131	74 067	74 457	74 641	74 635	76 128	78 121
Dépenses du budget général <sup>(1)(2)</sup>	289 616	291 018	291 251	294 024	299 596	299 535	302 640	298 693
- dont dépenses financées hors fonds de concours	286 390	287 792	287 422	290 714	296 285	296 069	299 320	295 374
<b>Recettes</b>	<b>274 981</b>	<b>273 222</b>	<b>275 226</b>	<b>294 114</b>	<b>287 433</b>	<b>286 014</b>	<b>316 145</b>	<b>304 703</b>
Recettes fiscales nettes <sup>(3)</sup>	254 882	253 478	255 018	274 947	270 072	268 438	298 616	287 500
Recettes non fiscales	16 873	16 518	16 379	15 857	14 050	14 110	14 209	13 883
Fonds de concours	3 226	3 226	3 829	3 310	3 310	3 467	3 320	3 320
<b>Solde des comptes spéciaux <sup>(4)</sup></b>	<b>-3 426</b>	<b>-3 425</b>	<b>-626</b>	<b>-4 361</b>	<b>611</b>	<b>1 006</b>	<b>307</b>	<b>-34</b>
Dont avances aux collectivités territoriales	1 171	428	696	650	1 050	1 089	737	531
<b>Solde général d'exécution (hors budgets annexes) <sup>(4)</sup></b>	<b>-91 639</b>	<b>-95 352</b>	<b>-90 718</b>	<b>-78 729</b>	<b>-86 194</b>	<b>-87 150</b>	<b>-62 317</b>	<b>-72 147</b>
Pour mémoire : remboursements et dégrèvements	82 153	85 552	84 395	85 438	91 612	90 559	96 163	87 946

(1) hors remboursements et dégrèvements (2) le montant des dépenses financées par les fonds de concours est égal, par convention, à celui des recettes encaissées à ce titre (3) nettes des remboursements et dégrèvements (4) hors FMI